Santé à voix haute # 51

La fabrique des politiques de santé

23 juillet 2022

SERVICES D'URGENCE EN CRISE

Le plan « Braun » relance le débat sur les recours considérés comme « inappropriés » aux services d'urgences

Suite à l'adoption du plan Braun, les services d'urgence (SU) sont dorénavant chargés de « filtrer » l'accès aux urgences, en fonction des besoins de santé des patients. Après des années de croissance continue, la finalité de ces services est remise en cause ; les SU n'ont plus vocation à être le dispensaire général chargé d'accueillir tous les problèmes de santé 7 jour sur 7, 24h/24 h. Une décision temporaire ?

LIRE L'ARTICLE

ACTEURS

- M. Charles Guépratte, directeur général du CHU de Nice, va prendre la direction générale de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (FEHAP) en novembre prochain. Il remplacera Antoine Perrin.
- M. Jean-Benoît Dujol a été nommé, le 20 juillet, directeur général de la cohésion sociale (DGCS). Il succède à Virginie Lasserre, qui a été nommée Préfète.

Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

Les propositions de « réformes » de la Caisse nationale d'assurance maladie

Chaque année, l'Assurance Maladie remet au gouvernement et au Parlement un rapport comprenant une analyse et des **propositions** concrètes pour améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses dans un document intitulé « Rapport charges et produits de la CNAM ». <u>L'édition 2022</u> est particulièrement riche en données relatives à la démographie médicale, aux nouveaux modes de tarification, aux approches par pathologies, et aux recours aux soins liés au covid19.

Connaître l'impact des principales pathologies sur les recours aux soins

L'Assurance Maladie met à disposition, sur le site <u>data.pathologies</u>, un ensemble de données sur une cinquantaine de pathologies, traitements chroniques et épisodes de soins : diabète, syndrome coronaire aigu, insuffisance cardiaque, AVC aigu, cancer du sein, cancer du poumon, maladie de Parkinson, épilepsie, mucoviscidose, traitements anxiolytiques, maternité (effectifs de patients pris en charge, prévalence, répartition sur le territoire français, dépenses remboursées).

ÉCONOMIE DE LA SANTÉ

L'ONDAM dérape

Le dépassement de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) pourrait atteindre 7,6 milliards € en 2021, sous l'effet d'une révision à la hausse des dépenses de gestion de la crise sanitaire et des revalorisations salariales, selon les prévisions arrêtées par la commission des comptes de la sécurité sociale (CCSS) (source : APMnews).

E-SANTÉ

Une majorité des applis e-santé sans étude clinique ad hoc

En 2020, quelque 250 applications d'e-santé sont apparues chaque jour, soit 90 000 nouveaux outils en un an au niveau mondial ! <u>Une étude française</u> a testé sur 68 applis d'e-santé un outil d'évaluation rapide de la qualité de ces outils (en anglais). Une majorité des applications utilisées dans le cadre du suivi médical, de télésurveillance notamment, n'ont pas fait l'objet

d'études cliniques ad hoc avant leur mise sur le marché, selon les enseignements de cette étude. (Source : <u>Que choisir</u>).

Démarrage de l'expérimentation de la carte Vitale sur smartphone

L'appli sur smartphone sera progressivement déployée en 2022 auprès de 8 caisses d'assurance maladie : Alpes-Maritimes ; Bas-Rhin ; Loire-Atlantique ; Puy-de-Dôme ; Rhône ; Saône-et-Loire ; Sarthe ; Seine-Maritime. Puis elle sera généralisée en 2023 sur le reste du territoire selon la CNAM. La carte Vitale physique continuera d'exister. (CNAM)

ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

La sortie de crise n'est pas en vue

Les articles se sont multipliés dans la presse pour essayer de comprendre les raisons qui expliquent la fuite des soignants, situation que connaissent de nombreux établissements de santé. Nous avons regroupé plusieurs articles du quotidien "Le Monde" (La plupart de ces articles sont réservés aux abonnés).

- Camille Stronboni, journaliste au Monde, revient sur <u>les raisons qui</u>
 <u>poussent de nombreux médecins à quitter l'hôpital public</u> pour exercer
 en libéral ou en clinique... ou pour changer de métier (RA). Cette
 nouvelle correspondante du Monde pour les questions de santé a
 également publié quelques jours auparavant un article sur <u>les raisons</u>
 <u>pour lesquelles l'hôpital n'est plus attractif pour les soignants</u>.
- Cette pénurie ne concerne pas que la France, toujours selon Le Monde.
 Que ce soit dans les hôpitaux ou en médecine de ville, les pays européens vivent les mêmes difficultés que notre pays.
- Trois membres de l'association « Facteurs humains en santé »
 s'interrogent sur le contenu de la formation médicale, qui privilégie une
 approche individualiste alors qu'une prise en charge réussie des
 patients nécessite aujourd'hui de savoir identifier ses faiblesses et de
 miser sur le groupe.
- Il est rare que les journalistes prennent le temps de franchir la porte des directeurs d'établissements de santé. Eric Nunès, toujours dans Le Monde, est allé à la rencontre d'Elisabeth Calmon, directrice des centres hospitaliers de Rambouillet et Houdan, dans les Yvelines.

NUTRITION

Le gouvernement annonce un plan d'actions visant à réduire l'ajout d'additifs nitrés dans l'alimentation

<u>L'Anses</u> (Agence nationale de l'environnement) vient de confirmer l'existence d'une association entre le risque de cancer colorectal et l'exposition aux nitrites et/ou aux nitrates. Le <u>gouvernement</u> a annoncé la mise œuvre un plan d'actions visant à réduire l'ajout des additifs nitrés dans les produits alimentaires.

POLITIQUES DE SANTÉ



Qui gouverne les politiques de santé ?

Vous n'avez peut-être pas suivi l'actualité du début juillet. C'est pourquoi nous vous proposons cette galerie de portraits des ministres sociaux (que nous avons empruntée à <u>what's up doc</u>), dans le nouveau gouvernement de Mme Élisabeth Borne.

Vous reconnaitrez sans doute le Pr François Braun, ministre de la santé et de la prévention (en haut à gauche, c'est facile). La grande nouveauté est le fait que le Pr Braun va partager son ministère avec une pharmacienne d'officine, Mme Agnès Le Firmin, ministre **déléguée** chargée de l'Organisation territoriale et des Professions de santé (en bas à droite). On ne connait pas ses attributions précises à ce jour.

M. Jean-Christophe Combe, ancien directeur général de la Croix Rouge, est le ministre de l'autonomie et des personnes handicapées, Mme Geneviève Darrieussecq, étant ministre déléguée aux personnes handicapées. Manque un autre visage dans cette galerie de portraits, celui de Mme Charlotte Caubel, secrétaire d'état auprès de Mme la première ministre, chargée de la protection de l'enfance. Son rattachement directement auprès de Mme Borne s'explique par le fait que la protection de l'enfance relève de la double compétence du Ministère de la justice (Juridiction pour enfants, Protection judiciaire de la jeunesse) et des Conseils départementaux (Aide sociale à l'enfance).

 <u>L'arrêté</u> de composition du cabinet du ministre de la santé et de la prévention, François Braun, est paru. Le Pr Antoine Magnan, ancien président de la commission médicale d'établissement du CHU de Nantes, y occupe le poste de Conseiller Médical, Enseignement Supérieur-Recherche.

Députés et sénateurs se mettent d'accord pour mettre fin au régime d'exception pour lutter contre l'épidémie de covid19

Députés et sénateurs se sont mis d'accord sur le contenu du projet de loi de « <u>Maintien provisoire d'un dispositif de veille et de sécurité sanitaire en matière de lutte contre la covid-19</u> ». Les sénateurs ont voté la possibilité laissée au gouvernement de réintégrer les soignants non vaccinés à conditions que la Haute Autorité de santé (HAS) donne son accord. Les députés "la France insoumise" ont déposé un recours devant le conseil constitutionnel.

TERRITOIRES

Une consultation en ligne, pour préparer la feuille de route santé 2023-2027 de la Bretagne

La conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) de Bretagne lance <u>une consultation en ligne sur la santé</u> : elle sollicite l'avis de tous les Bretons pour recueillir leurs attentes et priorités. Leurs réponses nourriront les travaux que la CRSA mène aux côtés de l'Agence régionale de santé (ARS) Bretagne en vue de l'élaboration du projet régional de santé 2023/2027, feuille de route de la politique de santé pour 5 ans.

VACCINATION

Consensus des autorités scientifiques pour maintenir l'obligation de vaccination des soignants

En réponse à une saisine du ministre chargé de la Santé, la <u>Haute autorité de santé (HAS)</u> vient de rendre un avis favorable au maintien de l'obligation de vaccination contre la Covid-19 des personnels exerçant dans les établissements de santé et médico-sociaux. <u>L'Académie de médecine</u> affirme quant à elle que la réintégration des personnels soignants non vaccinés serait une faute.

BRÈVES

- Le ministre de la santé, François Braun, a annoncé, sur France Info que la conférence des "parties prenantes" sur la santé va débuter en septembre, et s'achever en décembre. Cette concertation sera organisée par l'Etat va associer les soignants, les soignés, et les élus. (source : @C_Stromboni)
- Tous les 10 ans, le Sénat met à jour son étude de législation comparée sur la dépénalisation et la légalisation du cannabis. La troisième édition présente l'évolution du cadre juridique relatif à la consommation, la détention, la vente et la culture du cannabis dans les 8 pays de l'étude initiale (Allemagne, Danemark, Espagne, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni Angleterre et Suisse), ainsi que dans les pays ayant légalisé le cannabis sur tout ou partie de leur territoire (Canada, Californie, Uruguay et Malte).
- Dans cette publication, la DREES dresse un constat des conséquences de la crise sanitaire sur les conditions de travail en milieu hospitalier.
 Selon l'enquête nationale EpiCov, une personne sur deux a travaillé dans des services principalement dédiés à la prise en charge du Covid-19 entre mars 2020 et l'été 2021. (Études et résultats n°1235 – juillet 2022, DREES).
- Les soins sans consentement et les pratiques privatives de liberté en psychiatrie: un objectif de réduction qui reste à atteindre »; Questions d'économie de la santé n° 269. Juin 2022, Coldefy M., Gandré C., collaboration de Rallo S.
- Santé publique France dénombre 1567 cas confirmés en France de "variole du singe" au 21 juillet. L'Agence européenne des médicaments vient d'approuver officiellement le vaccin Imvanex contre cette pathologie (source : Le Monde).
- Dans un rapport issu de plusieurs mois d'enquête, l'OIP (observatoire international des prisons-section française) dresse <u>un état des lieux</u> <u>de l'accès aux soins spécialisés en prison</u>. Délais interminables, rendez-vous hospitaliers annulés faute d'escorte, examens menottés sous les yeux d'un surveillant...
- Avec la fin de l'état d'urgence sanitaire, <u>le conseil scientifique covid19 va cesser d'exister</u>. les membres du conseil ont présenté leur dernier avis, un <u>document</u> de 62 pages, qui synthétise plus de deux ans d'expertise et de veille scientifique. Un nouveau comité va prendre sa place a annoncé le ministre de la santé.

Santé à voix haute

Santé à voix haute # est édité par l'association LA SANTE A VOIX HAUTE, créée à Nantes en 2016.

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.

Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit.e à Santé à voix haute #.

S'inscrire.

Désinscription

Envoyé par

S sendinblue

© 2022 La santé à voix haute